

« La Syrie au cœur des contradictions du Moyen Orient »,
Conférence pour le salon Invest'14, Genève, 18/09/2014.

Ce n'est évidemment pas aux diplomates, analystes et officiers de renseignements de se substituer au monde des affaires (quand ils le font, cela se termine mal en général) mais d'essayer de l'éclairer de leur expertise. Et si j'ai choisi de vous parler aujourd'hui de la Syrie c'est parce que je pense avoir quelques lumières sur le dossier et qu'il est exemplaire de toutes les bourdes qui peuvent être commises quand on fait l'erreur de croire que la bien-pensance suffit à gérer les problèmes du monde.

Sur ce sujet particulier où le passionnel et le compassionnel l'emportent souvent sur l'analyse clinique, je crois devoir faire trois remarques préalables :

1 - Ce n'est pas parce qu'on se rebelle contre un autocrate qu'on est nécessairement un démocrate. De Lénine à Khomeyni en passant par Castro, les exemples abondent dans l'histoire contemporaine.

2 - Ce n'est pas parce qu'on s'interroge sur les objectifs et les méthodes d'une rébellion contre un dictateur qu'on est partisan du dictateur.

3 - Enfin, ce n'est pas parce qu'éventuellement on critique ces moyens et ces méthodes qu'on est un fasciste.

Je dis cela parce que je commence à en avoir ras la chéchia de me faire précisément traiter de fasciste parce que je ne partage pas le discours parisien dominant sur le problème syrien.

Un plumitif d'un grand hebdo national m'a décrit comme l'un des chefs français de (je cite) « la légion brune de Bashar el-Assad ».... Pas moins.

Ce n'est pas que ce soit faux qui me gêne. J'ai l'habitude. En 2002 j'étais selon Le Monde un sous marin du jospinisme chargé de déstabiliser le Président Chirac. En 2004, j'avais un compte chez Clearstream. En 2005, j'étais poursuivi en Italie pour complicité de dissimulation d'armes de destruction massive, en 2009, j'étais selon Marianne un visiteur du soir de Claude Guéant, en 2013 Jeune Afrique me présentait comme un proche collaborateur de Laurent Fabius. La flexibilité, ça me connaît et je suis partout. Encore six mois et je serai la Division Charlemagne à moi tout seul.....

Tout cela m'énerve parce que ce sont autant d'insultes à mon intelligence. Parce que, franchement, sous marin de Lionel Jospin, il y a mieux comme genre de réussite. Et pourquoi voulez vous qu'à 68 ans j'aie du fin fond de mes Cévennes me faire le propagandiste d'un

autocrate exotique sur le déclin alors qu'avec le carnet d'adresses que j'ai, je pourrais me faire nommer fondé de pouvoir d'un fonds souverain d'une pétromonarchie quelconque ou me faire héberger à l'œil sur les quais de Seine par un milliardaire à keffieh.

Et puis ces injures témoignent de l'ignorance pyramidale de leur rédacteur sur le sujet. Il y de cela presque vingt ans, j'ai été le premier en France à essayer de prolonger les travaux de Michel Seurat sur ce qu'il appelait « l'Etat de barbarie ». Dans un très long article publié par la Documentation française, j'ai décrit en détail les méthodes et les mécanismes par lesquels Hafez el-Assad s'était approprié entre 1970 et 1990 l'ensemble de l'appareil d'Etat syrien au profit de sa famille et de sa communauté. Ce texte reste encore aujourd'hui - en France comme à l'étranger - l'une des premières références universitaires sur le sujet.

Je me rends régulièrement en Syrie depuis 48 ans et y ai résidé pendant plusieurs années. Je ne prétends pas connaître intimement ce pays mais je pense quand même mieux le connaître que certain philosophe en chemise blanche ou certains de ces journalistes qui en reviennent pleins de certitudes après un voyage de trois ou quatre jours.

Mes activités m'ont amené à devoir fréquenter les responsables des services de sécurité civils et militaires syriens depuis la fin des années 70. Dans un rapport conflictuel d'abord. Dans un rapport de coopération ensuite. J'ai pu constater qu'ils ne font ni dans la dentelle ni dans la poésie et se comportent avec une absolue sauvagerie. Ce n'est pas qu'ils ont une conception différente des droits de l'homme de la nôtre. C'est qu'ils n'ont aucune conception des droits de l'homme....

Leur histoire explique en grande partie cette absence. D'abord, ils puisent leur manière d'être dans quatre siècle d'occupation par les Turcs ottomans, grands experts du pal, de l'écorchage vif et du découpage raffiné. Ensuite, ils ont été créés sous la houlette des troupes coloniales françaises pendant le mandat de 1920 à 1943, et, dès l'indépendance du pays, conseillés techniquement par d'anciens nazis réfugiés, de 1945 jusqu'au milieu des années 50, et ensuite par des experts du KGB jusqu'en 1990. Tout ceci n'a guère contribué à développer chez eux le sens de la douceur, de la tolérance et du respect humain.

Quant au régime syrien lui-même, il ne fait aucun doute dans mon esprit que c'est un régime autoritaire, brutal et fermé. Mais le régime syrien n'est pas la dictature d'un homme seul, ni même d'une famille, comme l'étaient les régimes tunisien, égyptien, libyen ou irakien. Tout comme son père, Bashar el-Assad n'est que la partie visible d'un iceberg communautaire complexe et son éventuel départ ne changerait strictement rien à la réalité des rapports de

pouvoir et de force dans le pays. Il y a derrière lui 2 millions d'Alaouites encore plus résolu que lui à se battre pour leur survie.

Quand je suis allé pour la première fois en Syrie en 1966, le pays était encore politiquement dominé par sa majorité musulmane sunnite qui en détenait tous les leviers économiques et sociaux. Et les bourgeois sunnites achetaient encore – par contrat notarié et bail emphytéotique de 99 ans – des jeunes gens et de jeunes filles de la communauté alaouite dont ils faisaient de véritables esclaves à vie, manouvriers agricoles ou du bâtiment pour les garçons, bonnes à tout faire pour les filles.

Les Alaouites sont une communauté sociale et religieuse persécutée depuis plus de mille ans. Les concernant, je vais faire la version courte. Je vous en donne une description rapide et schématique qui ferait sans doute hurler les experts mais je n'ai pas le temps de vous raconter les mille et une nuits avant que l'hypoglycémie vous terrasse.

Issus au X^e siècle d'une lointaine scission du chiisme, ils pratiquent une sorte de syncrétisme mystique compliqué entre des éléments du chiisme, des éléments de panthéisme hellénistique, de mazdéisme persan et de christianisme byzantin. Ils se désignent eux mêmes sous le nom d'Alaouites – c'est à dire de partisans de Ali, le gendre du prophète - quand ils veulent qu'on les prenne pour des musulmans et sous le nom de Nosairis – du nom de Ibn Nosair, le mystique chiite qui a fondé leur courant – quand ils veulent se distinguer des musulmans. Et – de fait – ils sont aussi éloignés de l'Islam que peuvent l'être les chamanistes de Sibérie. Ce n'est qu'en 1972 qu'ils ont obtenu - pour des raisons d'opportunité politique locale - une fatwa de l'Imam chiite libanais Moussa Sadr leur reconnaissant une vague appartenance au chiisme.

Tout cela ne leur a pas porté bonheur.... Pour toutes les religions monothéistes révélées, il n'y a pas pire crime que l'apostasie. Les Alaouites sont considérés par l'Islam sunnite comme les pires des apostats et cela leur a valu au XIV^e siècle une fatwa du jurisconsulte salafiste Ibn Taymiyya, l'ancêtre du wahhabisme et du salafisme actuel, prescrivant leur persécution systématique et leur génocide. Bien que Ibn Taymiyyah soit considéré comme un exégète non autorisé, sa fatwa n'a jamais été remise en cause et est toujours d'actualité, notamment chez les salafistes, c'est-à-dire les régimes wahhabites et les Frères Musulmans.

Pourchassés et persécutés, les Alaouites ont du se réfugier dans les montagnes côtières arides entre le Liban et l'actuelle Turquie tout en donnant à leurs croyances un côté hermétique et ésotérique, s'autorisant la dissimulation et le mensonge pour échapper à leur tortionnaires. A titre

indicatif, relevons que la famille Assad appartient au clan Kalbiyyeh (les chiens....) de la tribu des Jurud. Le Jurd.....

Il leur a fallu attendre le milieu du XX^e siècle pour prendre leur revanche. Soumis aux occupation militaires étrangères depuis des siècles, les bourgeois musulmans sunnites de Syrie ont commis l'erreur classique des parvenus lors de l'indépendance de leur pays en 1943. Considérant que le métier des armes était peu rémunérateur et que l'institution militaire n'était qu'un médiocre instrument de promotion sociale, ils n'ont pas voulu y envoyer leurs fils. Résultat : ils ont laissé l'encadrement de l'armée de leur tout jeune pays aux pauvres, c'est à dire les minorités : chrétiens, ismaéliens, druzes, chiïtes et surtout alaouites. Et quand vous donnez le contrôle des armes aux pauvres et aux persécutés, vous prenez le risque à peu près certain qu'ils s'en servent pour voler les riches et se venger d'eux. C'est bien ce qui s'est produit en Syrie à partir des années 60.

Dans les années 70, Hafez el-Assad chef de l'armée de l'air puis ministre de la défense, s'est emparé du pouvoir par la force pour assurer la revanche et la protection de la minorité à laquelle sa famille appartient et des minorités alliées – chrétiens, chiïtes, ismaéliens et druzes - qui l'ont assisté dans sa marche au pouvoir. Ils s'est ensuite employé méthodiquement à assurer à ces minorités – et en particulier à la sienne - le contrôle de tous les leviers politiques, économiques et sociaux du pays.

Face à la montée du fondamentalisme qui progresse à la faveur de tous les bouleversements actuels du monde arabe, son successeur se retrouve comme les Juifs en Israël, le dos à la mer avec le seul choix de vaincre ou mourir. Les Alaouites ont été rejoints dans leur résistance par les autres minorités religieuses de Syrie, Druzes, Chi'ites, Ismaéliens et surtout par les Chrétiens de toutes obédiences instruits du sort de leurs frères d'Irak et des Coptes d'Égypte.

Et il est absolument faux de dire - comme le colportent les bien pensants parisiens - que c'est le régime syrien lui-même qui a transformé une légitime contestation populaire en guerre civile communautaire. La contestation populaire était certainement légitime, mais la guerre civile, le pays est dedans depuis 1980 quand un commando de Frères Musulmans s'est introduit dans l'école des cadets de l'armée de terre d'Alep, a soigneusement fait le tri des élèves officiers sunnites et des alaouite et a massacré 80 cadets alaouites au couteau en application de la fatwa d'Ibn Taymiyya. Les Frères l'ont payé cher en 1982 à Hama – fief de la confrérie - que l'oncle de l'actuel président a méthodiquement rasée en y faisant entre 10 et 20000 morts. Mais les

violences intercommunautaires n'ont jamais cessé depuis même si le régime a tout fait pour les dissimuler.

Alors, proposer aux Alaouites et aux autres minorités non arabes ou non sunnites de Syrie d'accepter des réformes qui amèneraient les islamistes au pouvoir revient très exactement à proposer aux Afro-américains de revenir au statu quo antérieur à la guerre de sécession. Fin de la récré, vous retournez comme esclaves dans les champs de coton en chantant des gospels.

Peu habitué à la communication, le régime syrien en a laissé le monopole à l'opposition. Mais pas à n'importe quelle opposition. Car il existe en Syrie d'authentiques démocrates libéraux ouverts sur le monde et qui s'accommodent mal de l'autoritarisme du régime. Mais ceux-là, trop dispersés, sans moyens et sans soutiens. Ils n'ont pas la parole. Ils sont considérés comme inaudibles par les médias occidentaux et nuisibles par les théocraties pétrolières qui soutiennent la contestation islamiste.

Si vous vous informez sur la Syrie par les médias écrits et audiovisuels, vous n'aurez pas manqué de constater que toutes les informations concernant la situation sont sourcées « Observatoire syrien des droits de l'homme » (OSDH) ou plus laconiquement « ONG », ce qui revient au même, l'ONG en question étant toujours l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

L'observatoire des droits de l'homme - c'est une dénomination qui sonne bien aux oreilles occidentales dont il est devenu la source d'information privilégiée voire unique. C'est en fait une émanation de l'Association des Frères Musulmans et il est dirigé par des militants dont certains ont été autrefois condamnés pour activisme violent, en particulier son fondateur et premier Président, Monsieur Haytham el-Maleh condamné dans les années 80 à 8 ans de prison pour activisme islamiste violent et aujourd'hui réfugié au Qatar. L'Osdh s'est installé à la fin des années 80 à Coventry près de Londres dans l'arrière salle d'une laverie sous la houlette bienveillante des services anglo-saxons. Il compte deux employés dont un tenancier de boutique à kebab et fonctionne en quasi-totalité sur fonds séoudiens et qataris.

Je ne prétends nullement que les informations émanant de l'OSDH soient fausses, mais, compte tenu de la genèse et de l'orientation partisane de cet organisme, je suis tout de même surpris que les médias occidentaux et en particulier français l'utilisent comme source unique sans jamais chercher à recouper ce qui en émane.

Second « chouchou » des médias et des politiques occidentaux, le Conseil National Syrien devenu aujourd'hui Coalition nationale syrienne. Il a été créé en 2011 sur le modèle du CNT

libyen à Istanbul et à l'initiative non de l'Etat turc mais du parti islamiste AKP. Censé fédérer toutes les forces d'opposition au régime, le CNS a rapidement annoncé la couleur. Au sens propre du terme.... Le drapeau national syrien est composé de trois bandes horizontales. L'une de couleur noire qui était la couleur de la dynastie des abbassides qui a régné sur le monde arabe du 9^e au 13^e siècle. L'autre de couleur blanche pour rappeler la dynastie des Omeyyades qui a régné au 7^e et 8^e siècle. Enfin, la troisième de couleur rouge censée représenter les aspirations socialisantes du régime. Dès sa création, le CNS a remplacé la bande rouge par la bande verte de l'islamisme comme vous pouvez le constater lors des manifestations anti-régime.

Et dès sa création, le coalition nationale syrienne a fait l'objet d'initiatives rivales et de surenchères entre le Qatar et l'Arabie, ce qui l'a amenée à changer de chef à peu près tous les trois mois sans jamais pouvoir définir de stratégie claire, ni se mettre d'accord sur sa composition et sa représentativité. Et surtout, elle n'est jamais parvenue à imposer son autorité à une Armée syrienne libre (ASL) qui s'est fragmentée en factions concurrentes (on en compte actuellement au moins 8) et dont les chefs historiques jugés pour certains pas assez islamistes et pour d'autres trop kurdes ont été écartés par les Turcs et assignés à résidence en Turquie avec interdiction de se rendre sur le terrain.

Tout cela fait désordre, bien sûr, mais est surtout révélateur de l'orientation que les Etats islamistes appuyés par les néo-conservateurs occidentaux entendent donner aux mouvements de contestation dans le monde arabe.

Ce ne sont évidemment pas ces constatations qui pouvaient rassurer les minorités de Syrie et les inciter à la conciliation ou à la retenue. Les minorités de Syrie – en particulier, les Alaouites qui sont en possession des appareils de contrainte de l'Etat – sont des minorités inquiètes pour leur survie qu'elles défendront par la violence. Faire sortir le Président syrien du jeu peut à la rigueur avoir une portée symbolique mais ne changera rien au problème. Ce n'est pas lui qui est visé, ce n'est pas lui qui est en cause, c'est l'ensemble de sa communauté qui se montrera encore plus violente et agressive si elle perd ses repères.

Plus le temps passe, plus les choses empirent sur le modèle de la guerre civile libanaise qui a ensanglanté ce pays de 1975 à 1990.

Il aurait peut être été possible à la communauté internationale de changer la donne il y a deux ans en exigeant du pouvoir syrien des réformes libérales en échange d'une protection internationale assurée aux minorités menacées. Et puisque l'Arabie et la Qatar – deux monarchies théocratiques se réclamant du wahhabisme – sont supposément nos amies et nos alliées, nous aurions pu leur

demander de déclarer la fatwa d'Ibn Taymiyyah obsolète, nulle et non avenue afin de calmer le jeu.

Il n'en a rien été.

A ces minorités syriennes menacées, l'Occident, France en tête, n'a opposé que la condamnation et l'anathème parfois hystérique tout en provoquant partout – politiquement et parfois militairement – l'accession des intégristes islamistes au pouvoir et la suprématie des Etats théocratiques soutenant le salafisme politique. Et parmi toutes les erreurs possibles de gestion du dossier, nous n'en avons raté aucune.

Dès l'été 2011, les chancelleries occidentales, Mme Clinton et M. Fabius en tête ont décrété que le régime syrien allait s'effondrer sous huitaine. Il était donc urgent de ne rien faire et de laisser le processus aller à son terme.

Puis, l'AKP turc ayant pris l'initiative de susciter la création de la coalition nationale syrienne, la France a entendu la faire dominer par un certain nombre de syriens résidant en France, sans doute parfaitement respectables, mais émigrés de longue date, sans attache sur le terrain et vite supplantés par des islamistes soutenus par l'Arabie, le Qatar ou la Turquie.

La chute espérée du régime ne venant toujours pas, on s'est alors résolu à rechercher une solution négociée qui a été confiée à des missionnaires internationalement reconnus comme Kofi Annan ou Lakhdar Brahimi mais en posant à leur action des conditions impossibles. Négociation, oui, mais à condition qu'une des parties ne vienne pas à la table des négociations. De même il était admis que les soutiens de la rébellion devaient être parties prenantes mais que les soutiens du régime (Iran, Irak, Russie, Chine) ne pouvaient pas assister. Les négociateurs ont évidemment rendu leur tablier.

L'échec a été mis sur le compte du Président syrien que l'ensemble des médias se sont mis à accuser en boucle de « massacrer son peuple ». C'est oublier un peu vite que sur les 180000 morts que cette guerre a provoqués, plus de 60% sont des membres de l'armée régulière, des forces de sécurité, des milices du régime et des civils résidant dans des zones restées fidèles au pouvoir.

Face à cette tragédie, le Président français s'est proposé au printemps 2013 - et en violation de toutes les règles du droit international - d'armer la rébellion en affirmant qu'il savait parfaitement à qui fournir des armes. Puis, 15 jours plus tard, il a retiré cette offre en affirmant ne pas avoir de garantie sur leur destination finale.

Et on en arrive à l'été 2013 et au fameux épisode des armes chimiques. Je n'ai aucun doute sur le fait que, dans cette partie du monde, quel que soit le type d'arme dont dispose une partie, elle l'utilisera. Le programme chimique syrien est parfaitement connu depuis 1975. Il l'est d'autant

mieux qu'un certain nombre de coopérants européens ont travaillé dans son environnement direct. Il ne fait également aucun doute que des armes chimiques ont été utilisées dans le conflit civil syrien. Reste qu'en attribuer la responsabilité à tel ou tel n'est pas évident. Comme l'a relevé Carla del Ponte, il existe de nombreuses preuves de la détention d'armes chimiques par la rébellion. De même, des études sérieuses effectuées par le MIT sur la base d'éléments recueillis par l'ONU sur le terrain montrent que les projectiles utilisés dans la banlieue de Damas en août 2013 n'ont pu être tirés que depuis des zones tenues par les rebelles. Cela n'exonère d'ailleurs pas une responsabilité éventuelle du régime qui a pu introduire des commandos dans ces zones pour effectuer les tirs. C'est probablement en raison de ces doutes - et pas seulement pour embêter le Président français - que le Président américain a renoncé à déclencher des opérations militaires, peu soucieux de se retrouver comme Bush dans l'affaire des armes de destruction massives irakiennes.

Après ce raté, on s'enfonce de plus en plus dans l'absurde. La diplomatie française accuse Bashar el-Assad d'être à l'origine de la création de l'EIIL alors que, de notoriété publique, l'Etat Islamique est le prolongement d'Al-Qaïda en Irak créée en 2003 par les services séoudiens pour s'opposer à la mainmise chiite sur le pays. L'argument est que le régime syrien a libéré de nombreux islamistes de ses prisons fin 2011. C'est exact. Sous pression internationale, le régime syrien a libéré à cette époque ses prisonniers politiques. Il se trouve que 90% d'entre eux étaient des islamistes violents qui sont allés grossir les rangs des mouvements djihadistes. Que les horreurs commises par les islamistes servent objectivement le régime par effet repoussoir est évident. Mais attribuer cela à un calcul machiavélique du Président syrien qui a toutes les chances d'être la première victime des islamistes est tout de même tiré par les cheveux.

Et puisqu'on parle de l'EIIL et de ses tristes exploits, les Européens et les Français se lamentent chaque jour au sujet du nombre de leurs ressortissants qui rejoignent ces barbares. Et on essaye d'imaginer des réglementations plus ou moins complexes et liberticides en vue de les empêcher de s'y rendre ou d'en revenir. Mais à aucun moment il n'a été évoqué la première mesure la plus évidente pour endiguer le phénomène : enjoindre à nos alliés turcs de l'OTAN de surveiller leurs frontières - comme ils le font très bien en ce qui concerne les Kurdes - et de refouler ou expulser les candidats au djihad qui passent par leurs frontières pour rejoindre la Syrie et l'Irak.

Enfin, sur un mode plus léger, on en arrive à l'interdiction en France de l'ouverture d'un bureau de vote pour les élections présidentielles syriennes de 2014. Il est à noter que cette interdiction est survenue au moment où la France autorisait l'ouverture de nombreux bureaux de vote pour les élections présidentielles algériennes. Le régime algérien est-il beaucoup plus vertueux que le régime syrien ? Et que craignait-on ? Les Syriens résidant en France ne vivent pas sous la coupe et les pressions du régime. Il aurait tout de même été intéressant de savoir s'ils allaient voter et pour qui. On a préféré casser le thermomètre....

Pour conclure, nous nous trouvons aujourd'hui à la suite de ces errements dans une situation inextricable.

Nous devons lutter contre le djihadisme, mais pour que cela n'apparaisse pas comme une croisade, nous voilà réduits à essayer de rallier à notre cause ceux qui l'ont suscité, stimulé, encouragé et financé et qui partagent les valeurs salafistes de base de l'Etat Islamique.

En revanche, nous nous interdisons de faire cause commune avec les premières cibles et victimes de cette violence djihadiste, à savoir les minorités chrétiennes chiites ou non arabes du Moyen Orient. Au mieux, nous faisons par tradition une exception pour les Kurdes, ce qui ne peut que renforcer l'amertume des autres minorités et inquiéter aussi bien la Turquie que l'Iran.

En refusant d'essayer d'organiser, parrainer et surtout garantir une transition négociée des pratiques politiques en Syrie et dans la région, nous n'avons fait que laisser le champ libre aux extrémistes des deux bords.

La diplomatie - comme souvent le monde des affaires - c'est de tenter de concilier l'inconciliable, c'est d'ouvrir des portes ou de les laisser entrouvertes et non de les claquer au nez de tel ou tel, c'est de faire en sorte que chacun sorte de l'épreuve en ayant cédé quelque chose mais avec le sentiment d'avoir préservé l'essentiel. La négociation diplomatique, comme celle des affaires, n'est pas une question de bons sentiments ou de préceptes moralisants. Elle se mesure à ses résultats. Ceux qui concernent la Syrie sont tragiques.